Journal n°21 - Novembre 2026



Sommaire

2 L'éditorial du Président de l'AIDF

5 Le Directeur Général de l'OFDF à la rencontre des tireurs de l'AIDF

6 Décentrer le regard, relier les bassins Quand un territoire rural français regarde la Thaïlande

13 L'AIDF rejoint Rémi Galéa dans son défi de traversée de l'Atlantique !

14 3ème tournoi douanier international de Football « Said Belqola »

17 3ème congrès de L'AIDF des 15 et 16 octobre 2026 à Sousse en Tunisie

22 Sousse 2026 : le football et la Francophonie douanière réunis autour de l'AIDF

26 Un souvenir chaleureux avec la délégation de la RDC

27 Organigramme de l'AIDF

28 Présentation de trois ouvrages écrits par des membres de l'AIDF par Timplard MONOMOSI

32 Allocution de la présentation de l'ouvrage symbiose des cultures douanières

37 Présentation d'Africa Global Logistic par Antonio Ramos - Directeur Douane

43 L'AIDF représentée à CAPBLEU 2026

44 Mots croisés par Nicolas Beytrison

45 Le statut OEA évolue : place au « Trust & Check »

46 Scellé numérique, mieux suivre les marchandises en transit

47 Profilage, bases de données et coopération internationale : vers une analyse stratégique de la fraude documentaire

50 Sabine Ncharewap Njimbam, déléguée générale Afrique de Pont-Bridge Canada

50 Humour par Mekki El Borgi

50 Nouveaux taux de cotisations 2026/2027

51 Les bornes de décontamination USB : une protection indispensable pour les administrations douanières

54 Décès de Placide Lukussa

46 Le navire garde-côtes douanier de demain

57 Bulletin d'adhésion 2026

Décentrer le regard, relier les bassins
Quand un territoire rural français regarde la Thaïlande



Benoist Mallet Di Bento
Consultant en stratégie territoriale et innovation
géopolitique – Intelligence culturelle

Réflexion sur une nouvelle relation de territoire à territoire

Et si les échanges internationaux se construisaient aussi entre territoires, au-delà des seules relations entre entreprises ou entre marchés ?
L'enjeu ne serait pas simplement d'acheter, de vendre ou d'exporter. Il serait de rechercher ce que deux territoires pourraient concevoir, transformer et développer ensemble, de nouvelles chaînes de valeur, des produits à plus forte valeur ajoutée, des projets de recherche ou des expérimentations industrielles.
Cette coopération ne prendrait tout son sens que si elle bénéficie aux deux parties et s'appuie sur une circulation réciproque des connaissances. Il ne s'agirait pas de transposer un modèle d'un territoire à l'autre, mais de faire émerger des projets communs à partir de ressources et de compétences différentes.

Le territoire ne serait alors plus le simple décor des échanges. Il en deviendrait un acteur, capable de mettre en relation ses entreprises, ses chercheurs, ses savoir-faire et ses partenaires internationaux autour d'un objectif partagé, construire ensemble une relation durable et créatrice de valeur. Une telle relation ne se construit toutefois pas uniquement à partir de ressources économiques ou de compétences. Elle peut aussi prendre appui sur une histoire, une mémoire et des relations culturelles anciennes, qui constituent parfois un capital de confiance. Le rapprochement entre le Perche et la Thaïlande invite ainsi à interroger la manière dont le patrimoine, les savoirs et la compréhension de l'autre peuvent eux aussi contribuer à construire de nouvelles relations entre territoires. »

Et si l'internationalisation d'un territoire rural ne consistait pas seulement à exporter ses produits, mais aussi à construire de nouvelles chaînes de valeur et de nouvelles relations avec d'autres territoires ?
Cette question est à l'origine d'une réflexion que je mène autour d'une hypothèse de relation entre le Perche et la Thaïlande.
Il ne s'agit pas, à ce stade, d'un projet constitué ni d'une coopération déjà engagée. Il s'agit plutôt d'un exercice de décentrement : regarder un territoire français depuis un environnement culturel, économique et géographique très différent pour voir ce que ce changement de perspective permet de révéler.
Le choix de la Thaïlande n'est pas fortuit. Le pays dispose d'une base industrielle importante, d'un tissu entrepreneurial diversifié et d'une politique affirmée autour de la *Bio-Circular-Green Economy* (BCG), qui associe bioéconomie, économie

circulaire et transition environnementale. Il entretient également depuis plusieurs années des relations économiques, scientifiques, universitaires et culturelles avec la France.
La Thaïlande est par ailleurs observatrice de l'Organisation internationale de la Francophonie depuis 2008. Elle constitue ainsi un terrain particulièrement intéressant pour réfléchir à ce que peut être une relation francophone qui ne repose pas uniquement sur l'appartenance linguistique, mais sur la circulation des connaissances, des personnes, des technologies et des projets.

Un territoire rural peut-il devenir un point d'ancrage international ?


Moutiers-au Perche © PNRP

Le Perche est généralement regardé à travers son patrimoine, ses paysages, son agriculture, son élevage, son artisanat ou son caractère rural.
Mais un territoire peut être autre chose que l'image que l'on s'en fait.
Le Perche possède des ressources forestières et agricoles, des entreprises, des savoir-faire et des capacités de transformation qui pourraient être envisagés sous un autre angle : celui de chaînes de valeur susceptibles de dépasser le marché local.


Forêt du parc naturel du Perche © PNRP

À l'échelle du Loir-et-Cher, la forêt représente environ 38 % de la superficie départementale. Ces données donnent un ordre de grandeur de l'importance de la filière forêt-bois dans le département, mais elles recouvrent des réalités territoriales très différentes, notamment entre la Sologne, au sud de la Loire, et le nord du département, où se situe le Perche vendômois. C'est cette seconde réalité territoriale qui nous intéresse ici : celle d'un territoire rural où les ressources forestières, agricoles et bocagères s'inscrivent dans un tissu d'entreprises et de savoir-faire de proximité.

Le bassin percheron dépasse par ailleurs largement les limites administratives du Perche vendômois. Il s'étend sur plusieurs départements et plusieurs régions, avec des ressources forestières, agricoles et bocagères complémentaires.
Le Perche n'a évidemment pas vocation à réunir à lui seul toutes les ressources nécessaires. Il peut en revanche devenir une interface entre des ressources, des savoir-faire, des entreprises, des chercheurs et des partenaires internationaux.

Regarder la Thaïlande autrement

La relation envisagée ne serait pas celle d'un territoire français cherchant simplement un nouveau débouché commercial.
La Thaïlande pourrait être considérée comme un partenaire susceptible d'apporter des technologies, des compétences industrielles, des réseaux commerciaux, des capacités de transformation et un autre regard sur les usages des ressources.
Inversement, le Perche pourrait offrir un environnement européen dans lequel certaines entreprises thaïlandaises pourraient trouver un point d'accès aux marchés français et européens, mais aussi un espace d'expérimentation, de recherche, de prototypage ou de production.

Une telle relation pourrait être résumée simplement :

Importer et vendre.
S'implanter et produire.
Transformer et exporter.

Ces trois dimensions ne s'excluent pas. Elles correspondent à différents degrés d'ancrage territorial.
Une entreprise thaïlandaise pourrait ainsi commercialiser en France un produit fabriqué en Thaïlande. Une autre pourrait envisager une implantation européenne. Une troisième pourrait développer, avec des partenaires français, un produit utilisant des ressources disponibles dans le bassin percheron et des technologies développées en Thaïlande.
La frontière entre commerce extérieur, investissement, coopération industrielle et développement territorial devient alors beaucoup plus poreuse.

Une relation ne commence jamais tout à fait de zéro

Une coopération internationale ne naît jamais uniquement d'une analyse de marché. Elle s'inscrit aussi dans des histoires, des circulations anciennes, des références culturelles et des relations humaines qui peuvent constituer, avec le temps, un véritable capital de confiance.
Le rapprochement entre le Perche et la Thaïlande possède à cet égard une profondeur historique singulière.
Louis Laneau, né à Mondoubleau en 1637, fut envoyé au Siam dans le cadre des relations qui se développèrent alors entre le royaume de France et le royaume de Siam. Devenu vicaire apostolique du Siam, il fut également associé aux relations diplomatiques avec la France de Louis XIV. Il apprit le siamois et le pâli et chercha à comprendre les catégories de pensée de son environnement.
Son parcours rappelle que les relations internationales ne commencent jamais tout à fait avec les accords économiques contemporains. Elles se construisent aussi à travers des personnes qui, avant les institutions, ont appris à connaître une autre société, sa langue, ses croyances et ses manières de penser.
Cette mémoire historique ne crée évidemment pas, à elle seule, une relation économique entre le Perche et la Thaïlande. Elle peut en revanche contribuer à donner du sens à une démarche contemporaine et à créer un premier terrain de familiarité.
Un territoire peut ainsi disposer de ressources immatérielles — une mémoire, des savoir-faire, des relations anciennes, une capacité à accueillir l'autre — qui ne se mesurent pas comme une ressource forestière ou un volume d'exportation, mais qui peuvent faciliter la construction de relations nouvelles.
Le patrimoine historique devient alors un capital relationnel : une ressource immatérielle susceptible d'accompagner de nouvelles relations économiques, scientifiques, universitaires ou culturelles.

De la matière première au produit à plus forte valeur ajoutée

Le bois constitue un exemple particulièrement parlant.
Une partie des ressources forestières est déjà valorisée localement : construction, chauffage, panneaux, emballages, ameublement ou transformation industrielle. Il

s'agit moins de découvrir une ressource inconnue que d'explorer de nouvelles formes de valorisation.
Bois, fibres, résidus agricoles, coproduits ou biomasse peuvent entrer dans des chaînes de transformation beaucoup plus diversifiées : matériaux composites, emballages, textiles, composants, mobilier, éléments d'aménagement, bioproduits ou nouvelles applications industrielles.
La logique pourrait d'ailleurs concerner d'autres ressources du territoire.
Comme la Fine percheronne cherche à transformer une matière issue d'un patrimoine d'élevage en produit à forte valeur ajoutée, le bois, les fibres ou les coproduits agricoles peuvent être envisagés selon une logique comparable : partir d'une ressource territoriale, lui associer des savoir-faire, des technologies et du design, puis construire une chaîne de valeur susceptible de trouver des marchés en France, en Europe ou ailleurs.
La rencontre avec la Thaïlande devient alors intéressante précisément parce que les deux territoires ne disposent pas des mêmes ressources.

Deux bassins, deux environnements

Le Perche appartient à un environnement tempéré, marqué notamment par les feuillus, le bocage, l'agriculture et les activités liées au bois.

La Thaïlande dispose quant à elle de ressources issues d'environnements tropicaux et agricoles très différents : bambou, caoutchouc, balle de riz, bagasse, fibres de coco, bois d'hévéa ou encore différents résidus agricoles.


Zone humide du Perche © PNRP

Ces différences peuvent précisément devenir un facteur de complémentarité.
Plutôt que de rechercher une spécialisation identique, les deux territoires pourraient devenir deux terrains d'expérimentation complémentaires.
L'un permettrait de travailler sur les ressources tempérées ; l'autre sur les ressources tropicales.
La recherche pourrait alors porter sur des questions communes : cellulose, lignine, fibres, matériaux composites, emballages, construction, chimie biosourcée, design, recyclage ou analyse du cycle de vie.
Cette approche existe déjà dans d'autres relations internationales.
La Finlande offre à cet égard un précédent intéressant. Les coopérations finlando-thaïlandaises ont notamment porté sur l'économie circulaire, la bioéconomie, la valorisation des déchets agricoles, les matériaux biosourcés et l'innovation.
La logique est instructive : il ne s'agit pas seulement de vendre une technologie à un marché étranger, mais de mettre en relation des ressources, des entreprises, des chercheurs et des investisseurs autour de problématiques communes.

Ce que l'Europe peut apporter

Le passage par un territoire européen ne signifierait pas nécessairement que les entreprises thaïlandaises doivent déplacer leur production hors de Thaïlande.
Il pourrait au contraire permettre de multiplier les points d'ancrage.
Bangkok peut rester le lieu de production ou d'innovation initiale.

Paris ou Milan peuvent constituer des espaces de rencontre avec les marchés, les designers, les distributeurs ou les maisons européennes.
Et un territoire rural comme le Perche pourrait, dans certains cas, devenir un espace d'expérimentation, de transformation ou de production.
On pourrait ainsi imaginer une chaîne beaucoup plus complexe que le simple trajet entre un producteur et un consommateur : Thaïlande → Europe → territoire → transformation → marché européen.
Ou, dans l'autre sens : ressource percheronne → technologie ou savoir-faire thaïlandais → transformation locale → marché européen ou asiatique.
C'est cette réversibilité qui rend l'hypothèse intéressante.
Le territoire rural n'est plus seulement un fournisseur de matières premières. Il peut devenir un maillon d'une chaîne de valeur internationale.

Créer l'interface

La France dispose déjà de nombreuses compétences scientifiques et techniques dans le domaine du bois et des matériaux biosourcés.
Écoles d'ingénieurs, centres de recherche, organismes techniques, formations professionnelles et entreprises constituent autant de briques existantes.
La difficulté est peut-être moins de créer une nouvelle structure que de mieux relier celles qui existent déjà.
Avant d'imaginer une grande école, un campus ou une usine, il faudrait donc peut-être commencer autrement : par un réseau capable de mettre en relation entreprises, chercheurs, organismes de formation, acteurs territoriaux et partenaires internationaux.

Une telle interface pourrait permettre de passer progressivement :

- du réseau aux projets ;
- des projets aux prototypes ;
- des prototypes aux formations ;
- des formations aux entreprises ;
- et éventuellement des entreprises à un lieu d'expérimentation.

Cette progression aurait un autre avantage : elle permettrait de confronter l'hypothèse au réel avant de construire des infrastructures.

Le rôle de la recherche et de la formation

Une coopération de cette nature ne pourrait pas reposer uniquement sur les entreprises.
Elle nécessiterait également des chercheurs, des ingénieurs, des étudiants et des organismes de formation.
La France possède déjà un important écosystème de recherche et de formation autour de la forêt, du bois et des matériaux biosourcés. La Thaïlande dispose elle aussi d'universités et de centres de recherche travaillant sur les matériaux, l'agriculture, la bioéconomie et l'économie circulaire.
Une telle coopération gagnerait ainsi à partir de problématiques communes plutôt que du transfert d'un modèle : quelles recherches, quelles expérimentations et quels résultats pourraient être construits ensemble ?

Un programme franco-thaïlandais pourrait par exemple comparer les ressources de deux environnements, expérimenter différentes voies de transformation et associer étudiants, chercheurs et entreprises.
La coopération deviendrait alors un outil de production de connaissances autant qu'un outil économique.

Une dimension francophone à construire

Cette perspective donne également un autre sens à la Francophonie.
La Thaïlande n'est pas un pays francophone au sens classique du terme. Mais elle est observatrice de l'OIF et entretient depuis longtemps des relations avec des établissements universitaires et scientifiques francophones.
La Francophonie peut alors être envisagée comme un espace de relations plutôt que comme un simple espace d'appartenance. Le français et le thaï pourraient alors devenir deux langues de mise en relation entre chercheurs, étudiants, entreprises, territoires et projets.
Cette conception de la Francophonie peut également être relue à la lumière de l'histoire particulière qui relie le Perche au Siam. Louis Laneau, né à Mondoubleau en 1637, en fut l'un des premiers intermédiaires. Son parcours, marqué par l'apprentissage du siamois et du pâli et par son implication dans les relations entre le Siam et la France de Louis XIV, rappelle que la rencontre entre deux sociétés commence par la capacité à comprendre les catégories de pensée de l'autre.
Plusieurs siècles plus tard, cette histoire peut être relue comme une invitation à concevoir les relations entre le Perche et la Thaïlande non comme un transfert de modèle, mais comme une circulation réciproque des savoirs, des expériences et des manières de voir.
Elle suppose aussi d'accepter que l'autre puisse nous apprendre quelque chose.
Cette inversion du regard est précisément au cœur de l'hypothèse Perche–Thaïlande.
Il ne s'agirait pas de transmettre un modèle français à un partenaire thaïlandais, ni de demander à la Thaïlande de devenir un simple fournisseur de technologies.
Il s'agirait de créer les conditions d'une circulation réciproque des savoirs, des expériences et des manières de voir.
Une mémoire historique, des relations anciennes, des savoir-faire, une capacité à accueillir l'autre ou simplement une histoire partagée peuvent constituer un capital relationnel. Ce capital ne se mesure pas comme une ressource forestière ou un volume d'exportation, mais il peut faciliter la construction de relations nouvelles.
Dans cette perspective, l'histoire du Perche et du Siam n'est pas seulement un héritage. Elle peut devenir un point d'appui pour raconter autrement une relation contemporaine : non comme la répétition d'une histoire ancienne, mais comme la possibilité d'en prolonger l'esprit dans de nouvelles formes de coopération.

Et si le territoire devenait lui-même un acteur des échanges ?

Cette hypothèse conduit finalement à déplacer légèrement la manière dont nous concevons les échanges internationaux.
Nous pensons souvent les flux à partir des entreprises, des produits et des marchés. Mais derrière ces flux existent des territoires.

Un produit est conçu quelque part, transformé ailleurs, transporté, distribué et consommé dans un autre espace. Une technologie peut être développée dans un pays, adaptée dans un autre et intégrée à une chaîne de production située ailleurs.
Le territoire n'est donc pas seulement le décor de l'échange.
Il peut en devenir l'un des acteurs.
Pour un territoire rural, cette évolution pourrait constituer une véritable opportunité : ne plus chercher uniquement à attirer des entreprises, mais construire les conditions dans lesquelles certaines entreprises auront intérêt à venir expérimenter, produire, transformer ou coopérer.
L'attractivité ne serait alors plus seulement une promesse adressée de l'extérieur au territoire.
Elle deviendrait aussi une manière pour le territoire de se raconter à lui-même ce qu'il souhaite devenir.

Il ne s'agirait plus simplement de dire :

« Venez vous installer dans le Perche. »

Mais plutôt :

« Venez construire quelque chose avec nous. »

Une hypothèse, pas un projet arrêté

Cette réflexion ne constitue pas un projet arrêté.
Elle cherche plutôt à explorer une possibilité : celle d'utiliser la relation internationale non seulement pour accéder à de nouveaux marchés, mais aussi pour relire ses propres ressources, développer de nouvelles chaînes de valeur et construire de nouvelles capacités.
Le Perche et la Thaïlande ne constituent évidemment pas un couple naturel.
C'est précisément ce qui rend leur rapprochement intéressant.
La distance géographique, culturelle et économique oblige à regarder autrement les évidences locales.
Elle peut conduire à identifier des ressources que l'on ne regardait plus, des savoir-faire que l'on sous-estimait, des entreprises que l'on ne reliait pas et des compétences qui pourraient trouver de nouvelles applications.
La prochaine étape serait donc moins de lancer immédiatement une structure que de confronter cette hypothèse au terrain : identifier ce qui existe déjà, rechercher les acteurs intéressés, comprendre les contraintes économiques et réglementaires, et voir quels premiers projets pourraient réellement émerger.
L'enjeu ne serait pas de construire artificiellement une relation entre le Perche et la Thaïlande.
Il serait de découvrir si quelque chose peut réellement se construire entre eux.
Et si tel était le cas, l'expérience dépasserait probablement le seul cadre de ces deux territoires.
Elle pourrait montrer comment un territoire rural français peut entrer dans une économie internationale non pas seulement en exportant davantage, mais en devenant un espace de transformation, d'expérimentation et de coopération.
Une autre manière, finalement, de penser les échanges internationaux :
non plus seulement comme des flux entre marchés, mais comme des relations entre territoires.

Benoist Mallet Di Bento

AIDF
DOUANIERS FRANCOPHONES

Adresse administrative - adresse postale :

Président AIDF – Luc DOUMONT – 6 bis Bd Colbert – 92160 ANTONY

Mél : aidf@sfr.fr

Bulletin d'adhésion 2026

Nom : . . . . . Prénom : . . . . . .

Administration ou Autres *(rayer mention inutile)* : . . . . . .

Actif ❑ Retraité ❑ Autre ❑

Si actif : Grade : . . . . . Affectation : . . . . . .

Pays : . . . . . .

Téléphone : . . . . . .

Mail : . . . . . .

Adresse personnelle : . . . . . .
. . . . . .

A : . . . . . Le, ...

L'adhésion vaut acceptation des statuts de l'association

Signature,

Référence bancaire de l'Association Internationale des Douaniers Francophones :

Banque BNP Paribas, agence d'Antony Sud

IBAN FR76 3000 4005 8400 0024 9884 925

Paiement par chèque possible pour les douaniers(ières) français(e)s à l'ordre de

Montants de l'adhésion :

Douaniers Actifs :	***35 €***
Douaniers Retraités :	***20 €***
Membres bienfaiteurs (cotisation libre à partir de) :	***36 €***
Entreprises / Associations :	***500 €***

Association d'intérêt général